

## DECLARATION DE L'UD- FO 37 - 28 NOVEMBRE 2020

Mesdames, messieurs, chers camarades,

Ce 28 novembre, nous sommes présents pour dire que nous nous opposons et que nous exigeons le retrait du projet de loi sur la sécurité globale.

Mais également pour dire que nous condamnons toutes les violences gouvernementales qui ont eu lieu ici à Tours voici 2 ans contre les Gilets Jaunes, que nous condamnons toutes les violences gouvernementales dans les manifestations lors de la mobilisation contre les retraites, que nous condamnons toutes les violences gouvernementales subies par notre jeunesse depuis plusieurs années allant jusqu'à faire mettre à genoux et mains sur la tête des dizaines de lycéens, ce même gouvernement qui au passage met fin aux franchises universitaires, des libertés pourtant multi-séculaires.

Ce 28 novembre, nous sommes présents pour dire que nous condamnons avec la plus grande fermeté les événements qui se sont déroulés lundi dernier place de la République à Paris sur ordre du Préfet et du ministre Darmanin ; que nous condamnons avec la plus grande fermeté le tabassage d'un jeune homme voici quelques jours qui est pour le ministre Darmanin une simple « déconnade » !

Ce 28 novembre, nous sommes présents pour dire que nous condamnons les sanctions humiliantes imposées à des militants syndicaux mobilisés contre la fermeture de l'hôpital parisien de l'Hôtel-Dieu à Paris, une honte alors que depuis des mois et des mois les personnels hospitaliers pallient aux conséquences des politiques de destruction de la santé publique menée par tous les gouvernements successifs depuis des décennies.

Ce 28 novembre, nous sommes présents pour dire que nous condamnons toutes les atteintes aux droits syndicaux et la répression qui s'abat contre les salariés, contre nos militants dans les entreprises et dans la Fonction Publique.

Ce 28 novembre, nous sommes présents comme nous l'avons déjà été le 13 avril 2019 devant le palais de justice contre la loi dite anti-casseurs, comme nous l'avons été le 27 mai 2020 pour la levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire, ... parce que le mouvement ouvrier a toujours combattu pour les libertés syndicales et démocratiques et les a toujours défendues lors des périodes sombres de notre histoire. Alors oui, nous nous opposons et nous opposerons aux atteintes contre la liberté de la presse et aux atteintes aux libertés et au droit de manifester.

Ce 28 novembre, nous sommes présents parce qu'un nouveau pas est franchi avec ce projet de loi de sécurité globale, alors que nous sommes aujourd'hui sous régime d'exception gouverné par un conseil de défense qui impose la prorogation de l'état d'urgence pour tenter de juguler la profonde crise sociale qui détruit des milliers d'emplois et qui voit la pauvreté et la précarité exploser sur tout le territoire. Demain c'est aussi la loi de 1905 sur la laïcité qui va succomber sous couvert de lutter contre le séparatisme, on facilite le communautarisme contre la République Une et par ailleurs indivisible.

Ce 28 novembre, nous sommes présents avec des dizaines de milliers, des centaines de milliers dans tout le pays, pour dire que nous refusons les lois liberticides qui depuis mars dernier se multiplient sous prétexte de crise sanitaire, pour avertir ce gouvernement que nous ne laisserons pas faire et que nous ferons tout pour organiser la résistance sociale à sa politique arbitraire, autoritaire, en un mot réactionnaire !